

La géographie, science sociale (Histoire de la pensée géographique 2)

I. Humaine ou sociale ? la géographie classique

A/ une géographie humaine

La géographie française a toujours été « humaine », Vidal de la Blache et ses élèves ne s'intéressaient au milieu que comme à un cadre dans lequel se déploient les « genres de vie ». Déjà, en 1922, dans un ouvrage, *La terre et l'évolution humaine*, l'historien Lucien Febvre ramenait l'objet de la géographie à une question majeure : « *quels rapports entretiennent les sociétés humaines d'aujourd'hui avec le milieu géographique présent ?* » Camille Vallaux décrivait les relations entre les Bretons et l'espace littoral et maritime, Albert Demangeon décrivait les toits, les maisons rurales, les villages (villages rue-village groupés-villages dispersés...), Jean Brunhes cherchait à faire l'inventaire des solutions particulières que chaque groupe humain mobilisait pour occuper un territoire (étude sur l'irrigation dans le milieu méditerranéen) et lorsque les enquêteurs de son équipe de l'inventaire du monde allait à la rencontre d'une population, la première question qu'ils se posaient était : où habitent-ils ? Bref la description et l'explication de l'habitat a toujours été au cœur de la géographie humaine. Dans son ouvrage majeur (*Géographie humaine - Essai de classification positive*, 1911) Jean Brunhes définit ce qu'est selon lui la géographie. Pour lui, **le géographe doit être attentif aux faits sociaux et les formes d'organisation des sociétés relèvent nécessairement de l'analyse géographique**. La géographie est donc attentive aux hommes, à ce qu'ils vivent et produisent, à ce qu'ils font. De plus, il s'agit aussi d'analyser l'organisation et les transformations des milieux naturels où les sociétés humaines s'établissent. L'habitat, était expliqué comme un élément de la symbiose entre les groupes humains, leur milieu et les civilisations qui en résultaient (l'esquimau et l'igloo, le noir et la case, le bourguignon et la ferme à cour fermée...). Cependant ces groupes humains sont considérés comme homogènes : la question de l'appropriation de l'espace, des différences sociales à l'intérieur des sociétés considérées est très peu abordée par la géographie. Cette conception là du rapport entre l'espace et la société tend à renverser l'ordre des facteurs (priorité à la géographie humaine sur la géographie physique) sans pour autant faire des questions sociales des problématiques géographiques. Ainsi, après la Seconde Guerre mondiale, Maurice Le Lannou, propose une nouvelle définition de la géographie qui serait « la science de l'homme-habitant ». Pour lui, habiter renvoie à la « la connaissance sans cesse plus affinée des multiples relations entre les hommes et les lieux où ils vivent ». Car « *habiter, c'est vivre sur un morceau de la planète, en tirer de quoi satisfaire les besoins élémentaires de l'existence [...]* ». « *Habiter signifie [donc] à la fois demeurer, posséder, construire et vivre en symbiose avec un espace concret.* » (Michel Sivignon). C'est au nom d'une géographie humaniste que Le Lannou défend cette définition de la géographie, inspirée notamment par les travaux de Carl Sauer (Berkeley).

B/ la résistance sociologique

Cette sorte d'allergie à la sociologie est sans doute idéologique, notamment en ce qui concerne Le Lannou : à son époque (années 50 à 70) la sociologie est le plus souvent marxiste et structuraliste, deux approches de la société que Le Lannou rejette au nom de l'humanisme et au nom du singularisme de la géographie. L'allergie a aussi des racines plus anciennes : on en trouve des échos dans l'opposition entre Vidal de la Blache et Ratzel, et dans celle qui oppose l'école de géographie française autour du même Vidal et les écoles de sociologie : celle des élèves de Le Play dans un premier temps, puis celle des Durkheimien.

« La Bretagne ne ressemble pas à la Normandie : dans la première de ces provinces, le sol cultivable est peu profond et peu fertile ; les espèces végétales et animales sont de qualité secondaire, la petite culture domine, la richesse est peu développée ; au contraire, le sol de la Normandie est généralement fertile, les productions sont de qualité supérieure, la culture et en même temps la richesse sont plus développées. À ces différences physiques correspondent des différences sociales très accusées entre le Breton et le Normand. Ces différences ne sont pas l'œuvre du hasard, mais le résultat d'une série de causes qu'il est possible de déterminer et de classer. Mais on peut pousser l'analyse plus loin. Les diverses parties de la Normandie présentent des caractères sociaux différents, malgré leurs traits communs. La Haute-Normandie se distingue très nettement de la Basse-Normandie. Dans la Haute-Normandie elle-même, le pays de Caux offre une constitution géographique et sociale distincte de celle du pays de Bray. M. Demolins décrit rapidement ces deux pays ; il en montre les différences qui donnent à chacune de ces régions leur physionomie particulière »

Ce texte écrit par un élève de Le Play en 1896 aurait pu être signé par Vidal de la Blache... Contrairement à ce que les similitudes d'objet (le pays) et de méthode (la monographie) pouvaient laisser attendre, le dialogue entre la science sociale et la géographie s'est rapidement noué sur un mode conflictuel. À vrai dire, il s'agit moins d'une controverse que d'une critique ou d'une accusation à sens unique, adressée par les membres de la Science sociale aux géographes. Ceux-ci n'y répondent que tardivement, brièvement et par la voix d'un seul représentant, Jean Brunhes.

« pour en revenir aux géographes, qu'ils veuillent donc rentrer dans leur territoire et qu'ils continuent à l'explorer, dans ses moindres recoins, et à le labourer en profondeur. Les descriptions qu'ils nous ont données, ces dernières années, ont atteint une perfection qu'elles n'avaient jamais eue jusqu'ici. Leurs études des pays et des régions naturelles sont des modèles, au point de vue de la géographie physique, et ont une valeur inappréciable pour les sociologues. Qu'ils les poursuivent et tandis qu'ils dresseront, par exemple, la Géographie physique des « Pays de France », nous continuerons, de notre côté, à en faire la Géographie sociale. Ils nous montreront, en détail, la physionomie et l'explication du « cadre géographique » de ces pays. Ils relèveront, dans chacun de ces pays, les répercussions des faits géographiques sur les faits géographiques. Quant aux actions et aux réactions qui se produisent entre le cadre géographique et la société humaine assise sur ces Pays, c'est au sociologue, et au sociologue seul, qu'il appartient de les analyser, de les comparer, et de les classer » Philippe Robert, 1913.

Cette controverse laisse des traces profondes dans les deux disciplines naissantes. D'un côté cela conforte la majorité des géographes dans l'idée que la dimension sociale n'est pas leur domaine. D'autre part la sociologie universitaire s'éloigne rapidement de la monographie et du territoire pour des études plus générales et une méthode hypothético-déductive sous l'impulsion de Durkheim. L'opposition qui découle de cette réorientation contribue également à fossiliser les positions et à éloigner la géographie française des questions de société contemporaine pour faire son lit dans la longue durée des sociétés rurales considérées comme immobiles. Cette société où les espaces sont des régions (elles mêmes subdivisées en « pays ») dont l'identification est finalement l'objet de la géographie. Les hommes qui « habitent » ces ensembles spatiaux y enrachent des identités plus fortes et plus déterminantes pour les géographes que toute autre.

La géographie est considérée comme "la science des lieux" (Vidal de la Blache), ou encore "la géographie a pour objet la Terre, et non la Société" (Lucien Febvre). Le but est alors de bien se démarquer de la morphologie sociale et de l'École Durkheimienne... De leur côté, les sociologues ne manquent pas d'entretenir cette rivalité comme en témoignent par exemple plusieurs articles dans l'Année Sociologique (F. Simiand, 1906-1909) où les critiques sont sans concession.

Dès lors, la géographie va être définie comme science humaine, mais pas sociale... laissant bien souvent les géographes hors des questions sociales et des débats qu'elles produisent à cette époque.

II. Spatiale ou sociale ? la « nouvelle géographie »

A/ la New géography

Tandis que les géographes français s'en tiennent pour l'essentiel au programme post-vidalien qu'ils aménagent progressivement aux réalités de la France moderne : un peu plus de place aux villes, un peu plus de place aux activités de production et d'échange qui sont des activités sociales que la géographie envisage sous l'angle de leur description, du comptage et de la recherche d'explication des localisations. Cette géographie est sociale dans la mesure où elle étudie les conditions économiques de la vie sociale et des différences qu'elles engendrent en matière d'occupation et de maîtrise des territoires (voire les travaux de Pierre George notamment) mais elle ne l'est, comme la géographie humaine classique qu'indirectement, en seconde instance. Pendant ce temps, la géographie anglo-saxonne s'empare dans les années 60 de travaux sociologiques (méthodes et concepts) et adopte des méthodes nouvelles (souvent pour répondre aux mêmes questions : pourquoi les villes se développent-elles ? pourquoi les industries se situent-elles ici plutôt que là... pourquoi des différences entre les populations qui vivent à des endroits différents...).

La « nouvelle géographie » est doublement un produit d'importation (ce qui ne change rien à ses qualités) : importation de géographies anglo-saxonne (essentiellement nord américaine), et importation d'autres disciplines : l'économie spatiale et la sociologie.

- De l'économie spatiale (Von Thunen – Chrystaller)

Von Thünen met en place au début du XIXe siècle en 1826 un modèle théorique d'analyse de l'espace agricole. En prenant le postulat de départ d'une ville-centre isolée, entourée d'un espace rural de plaine desservi par un système de communication isotrope, avec un marché dont les prix sont supposés fixes, Von Thünen montre que l'espace agricole s'organise sous forme d'auréoles ou ceintures de spécialisation concentriques à partir de la ville-centre. Les anneaux les plus proches sont voués à des productions agricoles à haute valeur ajoutée ou de forte demande (élevage laitier, maraîchage) dont on ne peut grever les prix par un trop long transport. Les plus éloignés se caractérisent par une mise en valeur de moins en moins intensive. Après un siècle d'oubli, le modèle de Von Thünen est exhumé par un géographe américain, Olof Jonasson qui, dans un article de 1925 sur les régions agricoles d'Europe, considère l'Europe du Nord-Ouest comme une vaste conurbation et un centre géographique de marchés de consommation pour la production agricole européenne dont le territoire s'organise, selon lui, sous forme d'anneaux. C'est en 1968 que cette idée de métropole-marché sera encore étendue et appliquée – entre autres – au territoire des États-Unis par un autre géographe américain, Richard Peet, dans sa thèse soutenue à l'université de Berkeley. Certes l'application du modèle de Von Thünen à l'espace agricole américain peut être remise en cause dès que l'on quitte le niveau de la généralisation, mais c'est bien là le propre de toute modélisation, qui reste avant tout une construction mentale permettant de rendre le réel compréhensible. Malgré son oubli durant un siècle, ce modèle a connu un fort succès au milieu du XXe siècle au point de figurer parmi les paradigmes de l'analyse spatiale avec des modèles comme celui de Christaller et Lösch et d'entraîner toute une partie de la nouvelle géographie vers des études de coûts de distance de rente foncière... Ces modèles issus d'une réflexion économique appliquée dans l'espace inspirent les sociologues qui travaillent à Chicago dans les années 20 du 20°s sur la question des migrations. On a pris l'habitude de les regrouper sous le nom d'école de Chicago.

- De la sociologie (école de Chicago)

UN des ouvrages les plus importants de l'école de Chicago " the growth of the city ", est signé en 1925 par Burgess, Mc Kenzie et Park. Chicago, qualifiée de "laboratoire social" y est étudiée sous l'angle de la répartition dans l'espace des communautés et des classes

sociales. Les vagues successives de migrants transforment la ville, en même temps qu'ils s'y adaptent en aménageant leur espace propre. L'instabilité de l'équilibre urbain est l'illustration de la "désorganisation" que vivent certains groupes.

Les fondateurs de **l'écologie humaine** (*discipline traitant des problèmes des êtres humains qui en constant changement, s'adaptent à un environnement lui-même en transformation*) à Chicago qui considèrent la ville comme un ensemble complexe et varié de forces sociales et économiques dont le jeu se traduit dans la ségrégation interne des utilisations du sol. Le propos essentiel fut d'illustrer la brutalité de la lutte pour l'existence, et les concepts furent empruntés à l'écologie animale et végétale. Ainsi la ville est divisée en zones naturelles (*une unité territoriale dont les caractéristiques distinctes, physique, économique et culturelle, sont le résultat de processus sociaux non planifiés*) résultant de processus de domination (D), d'invasion (I) et de succession (S). Ils observent une séquence D-I-S des groupes communautaires passant des zones détériorées vers des zones résidentielles + aisées au fur et à mesure de leur intégration et promotion sociale. La zone de domination par excellence est son centre : d'où un gradient positif entre le statut socio-économique et la distance au centre. Le processus déterminant est la compétition pour l'espace, si bien que l'organisation économique est une organisation écologique, une sous-structure naturelle et inévitable de la société. Donc la diversité des activités humaines qui se distribuent en fonction des valeurs foncières. Première étude conduisant à modélisation est l'étude de E. Burgess (1925) sur Chicago et son modèle de **développement d'une ville en zones concentriques**.

H. Hoyt en 1939 propose un **modèle à secteurs radiants**, encore affiné par C. D. Harris et E. L. Ulmann avec les noyaux multiples (1945, *The nature of Cities*). Cf les pages de Scheibling sur ce sujet.

Très rares sont les géographes français qui s'intéressent alors à ces évolutions (Paul Claval). Leur diffusion s'opère à travers des publications anglaises notamment le livre de Peter Hagett publié à Londres en 1965, *Analyse spatiale en géographie humaine* (traduit et édité en France en 1973). Cependant la préoccupation sociale de nombre de géographes engagés (pour certains) et les mutations de la société française (urbanisation, migrations...) conduisent à des convergences. Celles-ci sont présentes dans les thèses de Michel Rochefort sur l'organisation urbaine de l'Alsace 1960 (théorie des lieux centraux) ou de Raymond Dugrand, villes et campagnes du bac-languedoc, 1963, et plus encore dans celle de Roger Brunet sur Toulouse où il s'intéresse à la répartition spatiale de la rente foncière et à ses effets sociaux.

C'est ce dernier qui va alors s'affirmer comme le « pape de la nouvelle géographie » en France du fait de son implication dans les lieux de décision politique, de sa capacité d'organisation et de son rayonnement intellectuel. Roger Brunet une association libre de jeunes chercheurs fondent en 1972 le groupe Dupont, et, la revue *L'Espace géographique*, puis en 1984 le Groupe d'intérêt Public RECLUS Réseau d'Etude des Changements dans les Localisations et les Unités Spatiales dont le titre est tout un programme : hommage au grand géographe anarchiste et humaniste Elysée Reclus mais aussi insistance sur la dimension Spatiale de la géographie. Cette nouvelle géographie française est sérielle, quantitative, théorique (nomothétique) et finalement s'intéresse davantage à l'espace dont elle prétend définir les lois qu'à la société. D'autres géographes s'emparent des travaux de la new géographie ou développent des études parallèles en retenant essentiellement la méthodologie statistique (Pinchemel par exemple, ou Thérèse Saint Julien).

B/la géographie radicale française : géographie du développement, géopolitique

Au même moment émergent deux autres tendances de renouvellement au sein de la géographie française qui vont, elles aussi, dans le sens d'une géographie humaine centrée sur la société. Dans « la région espace vécu » en 1972, Armand Frémont s'inspire de

travaux de la psychologie sociale, par exemple les travaux de Moles et Rohmer (psychologie de l'espace) pour explorer les représentations sociales de l'espace régional de la Normandie. Son approche originale croise les apports de la psychologie sociale, de l'économie spatiale et de la géographie classique renouvelée pour finir par définir la géographie comme une science et un art de l'espace.

Yves Lacoste fait sensation en 1976 en publiant un petit livre en forme de brulot, *La géographie ça sert d'abord à faire la guerre*, puis en lançant une revue appelée à devenir une référence Hérodote. Dans l'éditorial du numéro 1 (« attention géographie » TEXTE) Lacoste ouvrait ainsi les hostilités : « *Nous accusons la géographie dominante d'être complice des forces sociales/spatiales dominantes* » ou encore « *Nous ne réformons pas la géographie, nous la retournons contre nos adversaires* ». La géographie (ou géopolitique) de Lacoste s'intéresse aux sociétés dans ce qu'elles produisent des inégalités socio-spatiales et géopolitiques. L'importance du marxisme et le développement de théories économiques et historiques cherchant à expliquer le sous-développement : par exemple les études de Samir Amin, sur l'échange inégal, ou celles d'Immanuel Wallerstein sur les économies-monde.

Lacoste ne cesse depuis lors de développer et de théoriser le sillon qu'il a tracé autour du terme géopolitique. Il n'hésite pas à critiquer la déshumanisation de la géographie spatialiste, son néo-positivisme et ce qu'il considère comme son mépris des questions sociales qui sont pour lui essentiellement des questions politiques.

III. Culturelle ou sociale ? la géographie d'aujourd'hui

A/ géographie totalement sociale versus géographie culturelle ?

Deux tournants :

- le tournant linguistique

On appelle tournant linguistique cette orientation des sciences humaines et sociales intervenue aux Etats-Unis dans les années 80 qui fait de tout savoir un discours dont l'étude doit être critique et dont la critique ne peut être dépassée (ex : il n'y a pas de différence entre le texte historique et le littéraire). Cette orientation (herméneutique) s'appuie sur des linguistes et philosophes français (Greimas, Foucault, Deleuze). Sans adopter ces postures intellectuelles extrêmes, les sciences sociales sont toutes ébranlées par ce mouvement qui impose par exemple l'idée de l'impossible neutralité du discours scientifique et de la non-implication du chercheur. Cela conduit de nombreux chercheurs aux Etats-Unis à associer leur propre identité à leur recherche (women studies, postcolonial studies...) en géographie ce mouvement conduit à la remise en cause de certains fondements de la discipline (remise en cause de la nomenclature, remise en cause des concepts, prise en compte des discours des populations au même titre que de ceux des géographes)...

- le tournant culturel

En partie associé au précédent, le tournant culturel concerne également la plupart des sciences humaines et sociales : il s'agit d'une orientation liée conjoncturellement à la fin de la guerre froide et au déclin du structuralisme et du marxisme qui avaient poussé à privilégier l'étude des aspects matériels de la vie sociale et des inégalités qu'elle engendre (production, revenus, consommation). Le tournant culturel oriente les recherches vers les aspects idéels de la vie sociale et les inégalités qu'elles engendrent (consommation culturelle, identités, habitus...). En géographie on voit s'épanouir des études sur la façon dont les sociétés se représentent leurs territoires (Les Inuits étudiés par B Collignon...) et à différentes échelles les modalités d'appropriation symboliques de l'espace (territoire). Sociale, cette géographie, l'est autant que la géographie de la production économique l'était avant elle. Il s'installe alors une tension entre ces deux domaines d'étude autour de la question des structures profondes de la société et de la relation

entre culturel et social. Entre ceux qui, comme Jean-Robert Pitte considèrent que le lien social relève de la culture et tentent de montrer la force et l'inertie de ces liens sociaux par la culture et ceux qui, comme Guy di Méo à l'opposé invite à « *considérer les contenus culturels comme des discours ou de codes identitaires assez peu actifs par eux-mêmes. Ils ne le deviennent que sous l'effet des tensions et des conflits mais aussi de l'entente ou de la collaboration qui reflètent des stratégies et des volontés sociales, qui traduisent la défense de positions économiques, politiques ou idéologiques sur l'échiquier social* ». Entre ces deux positions se situent des géographes qui mobilisent fortement les acquis des tournants linguistiques et culturels pour maintenir le cap d'une géographie pleinement science sociale comme Jean-François Stackzak (capable de contribuer au meilleur manuel de géographie économique tout en contribuant à une géographie culturelle exclusive « pure » avec la géographie de Gauguin. La spécificité de cette géographie à la fois culturelle et sociale c'est qu'elle prend en compte les acteurs, dont les représentations de l'espace et des territoires sont considérées comme des actes sociaux, et qu'elle interroge les catégories sociales jusqu'à s'intéresser à l'individu. Là encore la géographie est à la limite de ce que l'on appelle une science sociale.

A partir des années soixante, des géographes français, généralement engagés à gauche, veulent rompre avec la « prétendue neutralité » de la discipline et contribuer par leur science aux luttes pour le progrès social tout en sortant la géographie de la naphthaline où une géographie hors du temps l'avait confinée. En 1964 au Congrès des géographes français à Lyon, Renée Rochefort développe, dans une contribution, ce qui va matérialiser une évolution très importante dans la discipline géographique. Cette révolution scientifique se trouve résumée dans l'expression : « renversement de l'ordre des facteurs ». La seule entrée "spatiale" héritée des préceptes développés par l'école Vidalienne du début du siècle se trouve alors contre balancée par le "social".

« [...] Ce qui est premier en géographie sociale, c'est la société et non l'espace. Ce sont les mécanismes, les processus sociaux et sociétaux, le jeu des acteurs publics ou privés de toutes espèces. Si l'on ne cherche pas la société au départ, on ne la trouve pas à l'arrivée [...]. Le moteur, la clé, c'est la société. L'espace est toujours second et si l'on commence par lui, on risque de ne pas comprendre. Mais il est bien évident que l'espace à son tour rend bien compte de tout un jeu de variations qui renforcent ou atténuent les décalages et les tensions entre société locale et société globale ».

Renée Rochefort "Réflexions liminaires sur la géographie sociale", Actes du Colloque de Lyon (1983), Géographie Sociale, 14-16 octobre éd. Daniel Noin, Paris 1983)

Peu à peu, la géographie sociale affirme son approche critique, ses méthodes et sa volonté de contribuer à la compréhension des faits spatiaux et sociaux. Tout ceci sera concrétisé dans un manuel qui paraît en 1984 sous le titre « géographie sociale ». Quatre mains ont contribué à cet essai essentiel (et unique à ce jour) pour la géographie sociale (Frémont, Hérin, Chevalier et Renard). Ils y développent notamment une approche en terme d'effets : effet de Classe, effet de lieu, effet de mobilité, effet culturel qui sera reprise et développée par des recherches actives et productive comme celle du groupe Mobilité Itinéraires Territoire animé par Rémy Knafou et l'équipe MIT (mobilités, itinéraires, territoires) qui a renouvelé la géographie du tourisme. La géographie sociale est une géographie des questions sociales. Elle est aussi une conception de la géographie qui se veut engagée, c'est-à-dire que les scientifiques, les chercheurs ont un rôle social à jouer avec les différents travaux et recherches qu'ils entreprennent afin d'éclairer les choix du citoyen, du politique. Concevoir ainsi la géographie, c'est la concevoir comme une géographie militante. Elle s'est implantée dans des laboratoires universitaires de

l'Ouest de la France (Bordeaux, Toulouse, Caen, Rennes) autour d'auteurs comme Raymonde Séchet (Rennes) Guy di Méo et Yves Thébaud (Bordeaux) Djémila Zéneidi...

B/ la géographie physique, science sociale ?

Pendant longtemps la géographie physique et la géographie humaine se sont développées parallèlement, au mieux côte à côte, parfois face à face, en tout cas chaque géographe devait avoir une solide formation de géographie physique (la géomorphologie était l'épreuve reine de l'agrégation et le pensum des étudiants en géographie jusqu'aux années 80) mais les spécialisations de la géographie en branches (cf cours n°1) cloisonnaient largement les études géographiques. La synthèse géographique telle que la concevait la géographie classique s'opérait dans la géographie régionale autour de la question de l'adaptation des hommes au milieu (cf déterminisme-possibilisme).

En 1999, Jacques Lévy pouvait affirmer : « *La place de la nature dans la discipline géographique n'est pas évidente dans le dispositif épistémologique actuel, au sein duquel l'objet de la géographie tend à devenir la dimension spatiale des sociétés. Cela remet en question l'idée courante selon laquelle la géographie serait la science-carrefour traitant des rapports homme/milieu. Le paradoxe est que ce « privilège » s'est payé au double prix fort d'entraver le développement de la géographie comme science sociale et, symétriquement, de faire manquer à la discipline l'inflexion environmentaliste des sciences naturelles* ».

Ce constat, posé il y a 10 ans, n'est plus du tout vrai aujourd'hui, il ne l'était d'ailleurs pas vraiment non plus en 1999. Dès les années soixante Charles-Pierre Péguy (géographie climatologue) ou Georges Bertrand (biogéographe) se définissent comme spécialiste de « l'environnement » et introduisent un raisonnement dialectique, systémique, dans une géographie physique où la société humaine devient un acteur. Georges Bertrand étudie par exemple les effets sur le relief du piétinement des troupeaux sur les versants des vallées pyrénéennes. Il théorise la relation société – nature dans un système qui associe géosystème, territoire et paysage. L'un de ses élèves, Jean Pierre Marchand va plus loin : ses recherches sur la famine irlandaise, en particulier, sont très instructives en ce sens. Selon l'auteur, l'oscillation climatique n'est pas la cause directe de la famine mais le déclencheur, qui a déstabilisé un système social déjà fragilisé par la domination anglaise, le landlordisme, les conditions foncières et en particulier les évictions violentes de tenanciers en cas de mauvaises récoltes. Il s'agit alors de s'intéresser aux relations société/nature en se plaçant délibérément du côté des hommes, d'où l'expression, proposée par Jean-Pierre Marchand de « géographie physique, science sociale ».

Dans les années 2000, l'émergence du concept de développement durable et la thématique du réchauffement climatique contribue également au renversement des facteurs dans la géographie physique, des géo-climatologues comme Jean Jouzel s'engagent dans le GIEC, d'autres, comme Martine Tabeau s'intéressent aux différences sociales et géopolitiques du réchauffement. Les problématiques se réorganisent autour de thèmes qui mettent la société au premier plan : géographie des risques, géographie des ressources, tandis que la géographie physique s'empare de territoires jusque là considérés comme « humain » comme la ville, le jardin public, les micro-climats urbains font l'objet d'une géographie qui combine morphologie urbaine, géophysique et analyse spatiale. Au final l'arbre de la géographie que nous avons observé à la fin du cours précédant y est totalement bouleversé, au point que l'on peut constater à travers cette évolution de la géographie physique que la préoccupation de la société a colonisé toutes les branches de la géographie désormais définie de façon consensuelle comme l'étude de l'espace des sociétés.